

Pour nos salaires,

En grève le 19 mars

pour l'école publique !



Pourquoi une grève dans toute la Fonction publique ?

Les organisations syndicales appellent ensemble à une grève dans toute la Fonction publique pour de vraies augmentations de salaires.

On observe une paupérisation de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et plus généralement de la Fonction publique, qui va s'aggraver avec l'absence de revalorisation du point d'indice ni d'augmentation de salaire en 2024. Au contraire, le gouvernement parle de plus en plus de créer des voies de rémunération au mérite pour les agents publics ! C'est un scandale quand on voit les conditions dans lesquelles on travaille : pas de médecine de prévention, une formation continue inexistante, des demandes de temps partiels ou de disponibilité refusées, des mutations impossibles, une hiérarchie souvent maltraitante ! Les agent·es ne sont pas dans l'attente de « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.



Pour la défense de l'école publique, les personnels de l'éducation sont un rempart contre la politique réactionnaire et libérale de Macron et Attal !

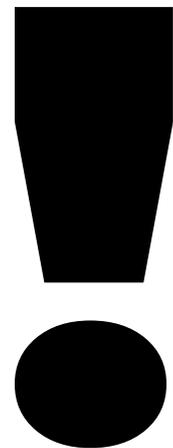
Par leur mobilisation, les personnels ont fait obstacle à la politique de tri social conduite par Attal avec le "Choc des savoirs" : incapable de convaincre ni les personnels ni l'opinion publique de cette réforme, Amélie Oudéa-Castéra a dû quitter ses fonctions et la réforme semble vidée d'une partie de son contenu. Il faut maintenir la pression pour l'abandon de la totalité des mesures Choc des savoirs.

En grève le 19 mars pour nos salaires, pour l'école publique !

Dans leur mobilisation, les personnels ont montré leur engagement pour la défense de l'école publique, largement attaquée par la politique libérale et réactionnaire du duo Macron-Attal. Il faut aller plus loin et gagner de vrais moyens pour le service public d'éducation et pour accueillir tous les élèves à l'école qu'importe leur handicap, leur nationalité, leurs difficultés scolaires et/ou sociales. Contre les reculs sociaux qu'ont été les passages en force de Parcours sup et de la réforme des lycées, battons nous pour l'école publique, avec des moyens pour l'inclusion scolaire et l'éducation prioritaire.

Contre la mise au pas des lycées,

mobilisons-nous



L'année scolaire avait commencé avec l'annonce par Gabriel Attal du report des épreuves de spécialité du baccalauréat de mars à juin. C'était une revendication de SUD éducation. Néanmoins, c'est l'arbre qui cache la forêt : c'est l'ensemble de la réforme Blanquer du lycée général et technologique qu'il faut abroger, ainsi que Parcoursup. En effet, année après année, la preuve nous est faite de l'inanité de cette réforme : groupes classes éclatés, disciplines mises en concurrence... tout cela pour un lycée qui reproduit en réalité les anciennes filières (par le jeu de choix des spécialités), et accentue les inégalités entre filles et garçons dans le choix des spécialités scientifiques ! Par ailleurs, l'ensemble de la réforme du lycée est pensé, avec la suppression du bac national aux épreuves terminales et anonymes, pour permettre la sélection à l'Université à travers Parcoursup. En effet, les élèves sont sommés dès la 2de de préparer au mieux leur orientation en combinant les spécialités dans l'optique d'optimiser leur profil pour Parcoursup.

Contre cette vision utilitariste et inégalitaire de l'école, qui fait écho au Choc des savoirs, SUD éducation revendique :

- l'abrogation de la réforme du lycée général et technologique
- le retour du baccalauréat aux épreuves terminales et anonymes
- l'abrogation de Parcoursup
- l'ouverture de places en nombre suffisant dans le supérieur pour permettre aux bachelier·es l'inscription dans la filière de leur choix.



En grève le 19 mars !

Le lycée général et technologique n'a par ailleurs pas été épargné par les annonces réactionnaires de Gabriel Attal et des ministres qui lui ont succédées : la classe prépa-lycée, destinée aux élèves n'ayant pas obtenu leur DNB, doit faire l'objet d'expérimentations, le lycée est concerné par l'uniforme, et les élèves de seconde doivent dorénavant effectuer un stage en fin d'année pour éviter le SNU. Ces dispositifs montrent une volonté de mise

au pas de la jeunesse à l'opposé des valeurs d'émancipation que nous portons. Plutôt que des annonces destinées à flatter les préjugés réactionnaires, la jeunesse a besoin d'un enseignement de qualité, dispensé par des personnels bien payés, et en nombre suffisants : force est de constater que le gouvernement ne prend pas cette direction.

SUD éducation appelle les personnels à se mobiliser :

- contre le "choc des savoirs", et notamment pour le LGT les classes prépa-lycée,
- contre le SNU et le stage obligatoire,
- pour des moyens à hauteur des besoins dans les DHG et des augmentations de salaire.

SUD éducation • ✉ fede@sudeducation.org • 🖱 www.sudeducation.org     